

**Unité inter-Départementale de la
Corrèze – Creuse - Haute-Vienne
Site de Brive
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex**

Brive-la-Gaillarde, le 7 juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DELVERT

**ZI TOUR DE LOYRE
BP 106
19360 Malemort**

**Références : 2025-07-07 UiD192025-0061r georisques
Code AIOT : 0006000283**

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2025 dans l'établissement DELVERT implanté ZI Tour de Loyre BP 106 19360 Malemort. L'inspection a été annoncée le 25/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'Inspection s'inscrit dans le suivi des Tours Aéro-Réfrigérantes (TAR) suite à un dépassement en légionelle (juillet 2024). L'objectif était de vérifier l'effectivité des mesures correctives mises en œuvre par l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELVERT
- ZI Tour de Loyre BP 106 19360 Malemort
- Code AIOT : 0006000283
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DELVERT est spécialisée dans la fabrication de confiture, et de compotes. Cette activité est classée au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement dans la rubrique 2220 (préparation ou conservation de produits d'origine végétale) sous le régime de l'enregistrement. L'installation est soumise au respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 7/01/2015. L'installation est équipée de deux tours aéro-réfrigérantes classées dans la rubrique 2921 sous le régime de déclaration avec obligation de contrôle périodique. Cette installation est soumise aux respects des prescriptions de l'arrêté ministériel du 14/12/2013.

Thèmes de l'inspection :

- BIOCIDES
- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Surveillance de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	Suivi de l'installation - Vérification de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7 .IV.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Suivi de l'installation - Carnet de suivi	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.IV.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Bilan annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.V	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Protection des personnels	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective	Arrêté Préfectoral du 07/01/2015, article 4.3.9.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Surveillance par l'exploitant - Rejet	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 2.10	Sans objet
3	Connaissance des produits, étiquetage	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.3	Sans objet
10	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 07/01/2015, article 1.5.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en œuvre un plan d'actions. Il reste des actions à mener, les analyses hebdomadaires « légionelles » doivent en conséquence être maintenues.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 2.10
Thème(s) : Risques accidentels, Cuvettes de rétention
Prescription contrôlée : Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable. Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables (à l'exception des lubrifiants) avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.
Constats : L'Inspection a constaté la présence de cuvettes de rétention conformes aux prescriptions. Les volumes de capacité des rétentions observés le jour de l'inspection sont conformes. Les rétentions du local de stockage des produits d'entretien utilisés sur les deux tours aéroréfrigérantes (TAR) de l'installation sont neuves.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.1
Thème(s) : Autre, Surveillance de l'exploitation
<p>Prescription contrôlée : L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.</p> <p>Ces formations portent a minima sur :</p> <ul style="list-style-type: none">- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;- les dispositions du présent arrêté. <p>En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> est dispensée aux opérateurs concernés.</p> <p>Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">- les modalités de formation, notamment en fonction des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, type de formation suivie, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;- les attestations de formation de ces personnes.
<p>Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a désigné oralement le binôme de personnes responsables de la surveillance de l'exploitation de l'installation néanmoins, ces informations ne sont pas formalisées par écrit.</p> <p>Malgré tout, l'Inspection note la présence pour ces deux employés de :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'attestation de formation « Connaître et prévenir le risque légionellose sur les tours aéroréfrigérantes » en date du 20 novembre 2024 pour l'un ; <p>et</p> <ul style="list-style-type: none">- l'attestation de formation « connaître et gérer le risque légionelle associé aux circuits TAR » en date du 26 novembre 2024 (durée 7 h) pour l'autre. <p>De plus, l'exploitant a transmis à l'Inspection les attestations de formation du 15/04/2025 et du 20/11/2024 délivrées à 8 salariés intervenant sur l'installation.</p> <p>Les objectifs présents dans ces attestations sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- Identifier les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;- Distinguer les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés ;- Assimiler les dispositions de la réglementation en vigueur inhérentes à une activité ;- Assurer sa protection. <p>L'exploitant a transmis par courriel du 30/05/2025, un extrait du plan de formation 2025 correspondant à une formation prévue le 12/06/2025 sur le "risque légionelles" pour 5 employés supplémentaires susceptibles d'intervenir au niveau des TARs (4 agents de maintenance et 1 responsable sécurité). Enfin, la tierce expertise KOSAMTI ayant identifié un risque potentiel de dispersion de légionelles au niveau de l'équipement GANGLOFF, l'Inspection invite l'exploitant à vérifier la prise en compte de cette information vis-à-vis des opérateurs éventuellement concernés (formation, protection, ...).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'Inspection sous 15 jours un document désignant nommément le /les responsables de l'exploitation de l'installation .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Connaissance des produits, étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.3
Thème(s) : Produits chimiques, Connaissance des produits, étiquetage
Prescription contrôlée : L'exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : L'exploitant a transmis à l'Inspection, par courriel du 30/04/2025 les Fiches de Données de Sécurité (FDS) à jour suivantes : <ul style="list-style-type: none">- FOODPRO ST8017 version : 4.3 ;- INHIBITOR ZP8503 version : 12.0;- SPECTRUS BD 1500 version : 6.11 ;- SPECTRUS NX 1164 version : 12.1 ;- SPECTRUS OX909 version : 6.7. Toutefois, dans le local de stockage des produits utilisés dans le fonctionnement des 2 TARs, on note la présence des FDS "simplifiées", les FDS complètes étant accessibles sur le réseau informatique interne. L'Inspection constate la présence des bidons de produits sur rétention avec la lisibilité des noms des produits et des symboles de dangers sur les contenants, les DLUO des produits sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi de l'installation - Vérification de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7 .IV.1
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi de l'installation - Vérification de l'installation
<p>Prescription contrôlée : Dans les six mois suivant la mise en service d'une nouvelle installation ou un dépassement du seuil de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> de 100 000 UFC/L dans l'eau du circuit, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, dans le but de vérifier que les mesures de gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles prescrites par le présent arrêté sont bien effectives. Sont considérés comme indépendants et compétents les organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-61 à R. 512-66 du code de l'environnement, pour la rubrique n° 2921 des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Ce contrôle est à la charge de l'exploitant, en vertu de l'article L. 514-8 du code de l'environnement.</p> <p>Ce contrôle comprend :</p> <p>Une visite de l'installation, avec la vérification des points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- implantation des rejets dans l'air ;- absence de bras morts non gérés : en cas d'identification d'un bras mort, l'exploitant justifie des modalités mises en œuvre pour gérer le risque associé ;- présence sur l'installation d'un dispositif en état de fonctionnement ou de dispositions permettant la purge complète de l'eau du circuit ;- présence d'un dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, vérification visuelle de son état et de son bon positionnement ;- vérification visuelle de la propreté et du bon état de surface de l'installation ; <p>Une analyse des documents consignés dans le carnet de suivi, avec la vérification des points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- présence, pour chaque tour, de l'attestation de performance du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires ;- présence d'un document désignant le responsable de la surveillance de l'exploitation ;- présence d'un plan de formation complet et tenu à jour ;- présence d'une analyse méthodique des risques, datant de moins d'un an, prenant en compte les différents points décrits au point I-1 a du présent article ;- présence d'un échéancier des actions correctives programmées suite à l'AMR et leur avancement ;- présence d'un plan d'entretien, d'une procédure de nettoyage préventif et d'une fiche de stratégie de traitement, justifiant le choix des procédés et produits utilisés ;- présence d'un plan de surveillance, contenant le descriptif des indicateurs de suivi de l'installation, et les procédures de gestion des dérives de ces indicateurs, notamment la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> ;- présence des procédures spécifiques décrites au point I-1 c du présent article ;- présence de document attestant de l'étalonnage des appareils de mesure ;- carnet de suivi tenu à jour, notamment tableau des dérives et suivi des actions correctives ;- vérification du strict respect des quarante-huit heures entre les injections de biocides et les prélèvements pour analyse ;- présence des analyses mensuelles en <i>Legionella pneumophila</i> depuis le dernier contrôle ;- conformité des résultats d'analyse de la qualité d'eau d'appoint avec les valeurs limites applicables. <p>L'ensemble des documents associés à l'installation (carnet de suivi, descriptif des installations, résultats d'analyses physico-chimiques et microbiologiques, bilans périodiques, procédures associées à l'installation, analyses de risques, plans d'actions...) sont tenus à la disposition de l'organisme.</p> <p>A l'issue de ce contrôle, l'organisme établit un rapport adressé à l'exploitant de l'installation contrôlée. Ce rapport mentionne les points pour lesquels les mesures ne sont pas effectives. L'exploitant met en place les mesures correctives correspondantes dans un délai de trois mois. Pour les actions correctives nécessitant un délai supérieur à trois mois, l'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées le planning de mise en œuvre.</p> <p>Dans le cas où la vérification fait suite à un dépassement du seuil de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> de 100 000 UFC/L dans l'eau du circuit, l'exploitant transmet le rapport et le planning de mise en œuvre éventuel à l'inspection des installations classées.</p> <p>Un contrôle périodique effectué sur l'installation en application de l'article L. 512-11 du code de l'environnement dans un délai de six mois suivant la mise en service de l'installation ou un dépassement du seuil de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> de 100 000 UFC/L tient lieu de vérification.</p>
<p>Constats : L'installation comporte 2 TAR :</p> <ul style="list-style-type: none">- la TAR JACIR en circuit ouvert, l'eau et le produit à refroidir sont en contactet - la TAR BALTIMORE en circuit fermé et sans contact entre l'eau et le produit à refroidir. <p><u>Éléments de contexte :</u></p> <p>Le 09/07/2024, l'exploitant a informé l'Inspection de l'alerte reçue par le laboratoire réalisant les analyses légionelles pour un résultat intermédiaire de l'ordre de 450 000 UFC/L sur la TAR JACIR et arrêté immédiatement la dispersion. Ce résultat a été confirmé dans le rapport final en date du 10/07/2025. Au moment de l'évènement, l'ARS a signalé quelques patients hospitalisés pour légionellose. Des prélèvements ont pu être effectués sur 2 patients pour envoi au CNR-L (centre national de référence sur les légionelles - CH de Lyon) ainsi que le prélèvement de DELVERT pour comparaison des souches. Le 18/09/2024, l'ARS a confirmé à l'Inspection qu'il n'y avait pas de lien de causalité entre les patients atteints de légionellose et l'évènement exceptionnel de dépassement des critères réglementaires en légionelles de DELVERT (souches génomiques différentes). Dès mi-juillet 2024, un suivi hebdomadaire des TARs a été mis en place. Les résultats se sont avérés conformes et constants sur la TAR BALTIMORE. Ils ont conduit à un retour au contrôle mensuel sur cet équipement à partir du 15/11/2024 sans problème depuis. Les contrôles hebdomadaires sont maintenus sur la TAR JACIR.</p>

Tierce expertise :

A la demande de l'Inspection, l'exploitant a fait réaliser une tierce expertise sur la gestion du risque légionelle sur les deux TARs afin d'identifier l'origine des dérives.

Le rapport de visite établi par la société KOSAMTI a été communiqué par l'exploitant le 02/10/2024.

Ce document indique pour le circuit JACIR que « Plusieurs événements critiques sont relevés sur cette installation. Ils sont essentiellement liés à des événements hydrauliques (survitesses dans des canalisations) et aux conditions de mise en œuvre des produits chimiques [...] en concentration variable ou en choc sans gestion hydraulique. D'autres événements tels que les documents (PE, PS) incomplets, le manque de connaissances sont défavorables à la gestion du risque. ».

Il conclut pour le circuit BALTIMORE que « l'origine des dérives semble être liée à l'utilisation ponctuelle de Biocide Non Oxydant (BNO) NX 1422 dans la procédure curative. La partie la plus sensible de ce circuit apparaît être le bassin compte tenu de sa surface par rapport au volume de circuit. Il n'est pas recommandé d'utiliser de Biocide Dispersant (BD) sur ce circuit. »

Le plan d'action :

L'exploitant a transmis à l'Inspection un plan de 35 actions issues des recommandations de l'audit KOSAMTI (version du 28/04/2025). L'Inspection constate que l'exploitant en a réalisé 25.

Il reste à réaliser les actions suivantes :

- Évaluer la conséquence de l'arrêt d'un, deux , trois... cuiseurs sur l'hydraulique dans les canalisations adjacentes ;
- Rechercher les zones dans l'installation qui sont favorables aux dépôts de confiture (rampe de distribution d'eau de la TAR, fond de bassin, points bas, filtre en amont du traitement de l'eau...);
- Réaliser un prélèvement pour analyse amibes mésophiles totales ;
- Déplacer l'analyseur de chlore à mi-parcours après l'injection ;
- Mesurer la concentration de la molécule active (phosphate?) ;
- Mesurer les indicateurs d'efficacité Fer total <1 mg/l et fer dissous <0,5 mg/l ;
- Analyser les boues retrouvées régulièrement dans le filtre en amont de l'instrumentation, afin de vérifier s'il s'agit de surdosage d'ATAC ;
- Étudier la faisabilité d'installer un compteur de purge de déconcentration ;
- Réserver l'utilisation du BNO aux chocs curatifs ;
- Réalisation de l'AMR en 2025.

Lors de l'inspection, l'exploitant a transmis à l'Inspection le planning prévisionnel de la réalisation de ces actions mises à jour.

Documents consignés dans le carnet de suivi :

Absence pour chaque TAR, de l'attestation de performance du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires.

L'Inspection constate la présence de la fiche de stratégie de traitement pour chacune des deux TARs, et d'un plan de surveillance avec les indicateurs de suivi des 2 équipements de froid.

L'exploitant a présenté au contrôle les procédures suivantes :

- nettoyage et désinfection des tours aéroréfrigérantes à l'arrêt ;
- résultats avec flore interférente ;
- résultats avec *Legionella species* détectées >10000 UFC/L;
- micro-organismes revivifiables ;
- résultat *Legionella pneumophila* entre 100 et 1000 UFC/L;
- résultat *Legionella pneumophila* > 100 000 UFC/L;
- la procédure : arrêt immédiat de l'installation.

Une mise à jour est attendue au niveau des moyens de contact de l'Inspection :

ud-19.grud.ud.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

05 55 88 93 00

Unité interdépartementale Corrèze, Creuse et Haute-Vienne

Analyses :

Les rapports d'analyses transmis depuis juillet 2024 respectent le délai de 48 h entre les injections de biocides et les prélèvements pour analyse.

L'exploitant a transmis par courriel du 26/05/2025, les derniers rapports d'analyses suivants:

- n°250512040745 02 du 23/05/2025 sur le circuit d'eau de la TAR JACIR ;
- n°250512040745 01 du 23/05/2025 sur le circuit d'eau de la TAR BALTIMORE.

Les résultats sont conformes ([Lp]<100 UFC/L).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit poursuivre la démarche engagée.

Notamment, la mise à jour les procédures est à réaliser.

Les documents en lien avec les mesures correctives restantes sont à transmettre à l'Inspection sous 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Suivi de l'installation - Carnet de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.IV.2
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi de l'installation - Carnet de suivi
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ; - les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ; - les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ; - les périodes d'arrêts complet ou partiels ; - le tableau des dérives constatées pour la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ; - les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ; - les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curatives (dates / nature des opérations / identification des intervenants / nature et concentration des produits de traitement / conditions de mise en œuvre) ; - les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ; - les modifications apportées aux installations. Sont annexés au carnet de suivi : <ul style="list-style-type: none"> - le plan des installations comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ; - l'analyse méthodique des risques et ses actualisations successives depuis le dernier contrôle ; - les plans d'entretien et de surveillance et les procédures de gestion du risque de légionelles ; - le plan de formation ; - les rapports d'incident et de vérification ; - les bilans annuels successifs depuis le dernier contrôle de l'inspection des installations classées ou d'un organisme agréé, tels que définis au point V, relatifs aux résultats des mesures et analyses ; - les résultats des prélèvements et analyses effectuées pour le suivi des concentrations en <i>Legionella pneumophila</i> et des indicateurs jugés pertinents pour l'installation, tels que définis au point I.3 ci-dessus ; - les résultats de la surveillance des rejets dans l'eau tels que définie à l'article 5.5. <p>Le carnet de suivi est propriété de l'installation. Le carnet de suivi et les documents annexés sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées. Dans le cas où ces documents sont dématérialisés, ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées, un contrôle périodique ou une vérification.</p>
<p>Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le carnet de suivi pour chaque TAR.</p> <p>Les carnets sont complets et tenus à jour néanmoins le schéma du circuit BALTIMORE, présent dans la tierce-expertise, est à ajouter dans le carnet de suivi de la TAR.</p> <p>Depuis l'alerte de juillet 2024, l'exploitant a mis en place des fichiers de suivi informatisés et assure l'enregistrement des données. Les documents demandés en amont de l'inspection ont été transmis dans les délais impartis. Les périodes d'arrêts complets sont identifiées, néanmoins il semble pertinent de préciser les modes de fonctionnement dégradés ou partiels (exemple : fonctionnement de 1, 2 ou 3 condensateurs...). L'Inspection constate la présence de corrosion sur certaines parties externes de la TAR JACIR. La corrosion peut entraîner des perforations dans le métal. Une attention particulière dans le temps est à apporter sur ce point.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit inclure dans son carnet de suivi le schéma du circuit de la TAR BALTIMORE. L'exploitant doit prévoir et réaliser l'entretien des zones présentant de la corrosion (bâti et IPN) et transmettre une photo attestant de la réalisation à l'Inspection sous 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Bilan annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.V
Thème(s) : Autre, Bilan annuel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats des analyses de suivi de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel, ainsi que les consommations d'eau sont adressées par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés.</p> <p>Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration de 1 000 UFC/L en <i>Legionella pneumophila</i>, consécutifs ou non consécutifs ; - les actions correctives prises ou envisagées ; - l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en œuvre, par des indicateurs pertinents. <p>Le bilan de l'année N-1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel du 28/04/2025, le bilan 2024 interprété pour chaque tour.</p> <p>Vu la récurrence des dépassements des seuils et des épisodes de flore interférente, il est rappelé l'importance de transmettre le bilan annuel précis et interprété dans les délais réglementaires soit avant le 31/03 de chaque année.</p> <p>Les périodes d'arrêt et les consommations d'eau sont indiquées.</p> <p>L'exploitant indique les causes des dérives observées sur l'année 2024.</p> <p>Pour la TAR JACIR (contact produit - eau) : présence de matière organique (refroidissement dans l'équipement GANGLOFF des pots de confiture) qui alimente le biofilm et une utilisation inappropriée de biodispersant.</p> <p>Pour la TAR BALTIMORE : utilisation inappropriée du biodispersant.</p> <p>Suite à la tierce expertise demandée par l'Inspection, l'exploitant a mis en place en mesure corrective la suppression de l'utilisation du biodispersant. Depuis cette action, aucun dépassement n'a été observé sur la TAR BALTIMORE.</p> <p>Le plan d'action sur la TAR JACIR est toujours en cours afin de maîtriser le risque légionelle. (cf. point de contrôle N°4 ci-dessus).</p> <p>Sur le premier trimestre 2025 des dépassements >1000 UFC/L ont été observés.</p> <p>L'exploitant a identifié un défaut sur la pompe de dosage du chlore (dosage insuffisant, filtre bouché).</p> <p>Il a récemment installé un dispositif redondant nommé "INTUITION" prenant le relai de la pompe primaire de dosage afin d'assurer un dosage constant dans l'équipement en cas de défaillance de celle-ci.</p> <p>L'exploitant explique que les dépassements ont eu lieu pendant la phase de réglage de ce nouvel outil et qu'il est en cours de réglages.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit poursuivre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le suivi hebdomadaire pour la TAR JACIR jusqu'à la réalisation complète du plan d'action en cours ; - une nouvelle évaluation de la maîtrise du risque légionelle en concertation avec l'Inspection au regard des résultats d'analyses ; - la transmission à l'Inspection des résultats légionelles pour la TAR JACIR chaque semaine ; - de tenir informé l'Inspection de l'aboutissement des réglages et de l'efficacité du nouveau dispositif "INTUITION". <p>Pour les prochaines campagnes, il est rappelé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection le bilan annuel de l'année (N-1) avant le 31 mars de l'année N.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Protection des personnels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Protection des personnels
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité de l'installation, des équipements de protection individuels (EPI) adaptés ou conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent (masque pour aérosols biologiques, gants...), destinés à les protéger contre l'exposition : <ul style="list-style-type: none">- aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes ;- aux produits chimiques. Ces équipements sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à l'emploi de ces équipements. Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment. Le personnel intervenant sur l'installation ou à proximité de la tour de refroidissement est informé des circonstances d'exposition aux légionelles et de l'importance de consulter rapidement un médecin en cas de signes évocateurs de la maladie. L'ensemble des documents justifiant l'information des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail.
Constats : - L'exploitant transmet à l'Inspection une preuve de l'état des stocks de masques FFP3. Par ailleurs, il serait pertinent de placer un distributeur de masques FFP3 à proximité immédiate des zones concernées par le risque légionelles. <ul style="list-style-type: none">- L'Inspection constate la présence de panneaux à proximité des 2 tours signalant le port obligatoire de masques. Toutefois, il conviendrait d'ajouter sur la porte d'accès à la TAR JACIR un pictogramme supplémentaire signalant le port obligatoire du masque FFP3. L'exploitant transmettra à l'Inspection les documents justifiant l'information des personnels intervenant sur l'installation ou à proximité de la tour de refroidissement au risque légionelles et de l'importance de consulter rapidement un médecin en cas de signes évocateurs de la maladie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none">- L'exploitant transmettra à l'Inspection une preuve de l'état des stocks de masques FFP3.- L'exploitant proposera le placement d'un distributeur de masques FFP3 à proximité immédiate des zones concernées par le risque légionelles.- L'exploitant ajoutera sur la porte d'accès à la TAR JACIR un pictogramme supplémentaire signalant le port obligatoire du masque FFP3.- L'exploitant transmettra à l'Inspection les documents justifiant l'information des personnels intervenant sur l'installation ou à proximité de celle-ci au risque légionelles et de l'importance de consulter rapidement un médecin en cas de signes évocateurs de la maladie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2015, article 4.3.9.1			
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective			
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduares dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.</p> <p>Référence du rejet vers le milieu récepteur :</p> <ul style="list-style-type: none"> point de rejet n°1 : 300 m³/j (maximal journalier) ; 8,4 m³/h (maximal horaire, si le débit journalier est inférieur ou égal à 200 m³), 12,5 m³/h (maximal horaire, si le débit journalier est compris entre 200 m³ et 300 m³) point de rejet n°1.bis : 300 m³/j (maximal journalier) ; 12,5 m³/h (maximal horaire) <p>Les eaux industrielles pré-traitées ne peuvent être rejetées au point de rejet n°1.bis qu'en cas de résultats non conformes à un rejet dans le milieu naturel (rejet n°1). Les effluents sont traités par l'ensemble de la STEP interne (bassin d'aération et SBR), sauf en cas d'impossibilité technique de traitement par le SBR.</p> <p>En tout état de cause, sur une année calendaire, ce rejet ne peut excéder 50 % des volumes des effluents aqueux. L'exploitant transmet à la fin de chaque année calendaire un récapitulatif à l'inspection d'installations classées reprenant les périodes de rejet au point n°1.bis, avec les justificatifs correspondant.</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduares dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies, sur effluents bruts non décantés et non filtrés. Au besoin, l'exploitant met en place un système de traitement adapté, ou fait évacuer tout ou partie des eaux résiduares comme déchets.</p>			
Paramètre	Rejet n°1 (débit < 200 m ³ /j)	Rejet n°1 (200 m ³ /j < débit < 300 m ³ /j)	Rejet n°1.bis
	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)	Concentration maximale (mg/l)
MeS	35	7,00	35
DBO ₅	35	7,00	25
DCO	175	35,00	125
N _{global}	30	6,00	30
P _{total}	1,7	0,34	1,2

Constats : L'exploitant indique rencontrer des difficultés techniques dans l'exploitation de la STEP interne depuis le début de l'année 2025, suite à l'arrêt de production en périodes des fêtes de fin d'année.

Il déclare faire appel au prestataire de services qu'est la société VEOLIA pour appui technique et suivi de l'équipement.

L'exploitant a transmis à l'Inspection un tableau de suivi mensuel des rejets au réseau communal pour l'année 2024.

Les caractéristiques chimiques des rejets aqueux de l'usine ne permettent pas un rejet majoritaire dans le milieu naturel conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral en vigueur.

Toutefois, la présence d'une convention de rejet vers la STEP urbaine de la CABB permet techniquement de rejeter la majorité des effluents vers cet équipement sans impacter le milieu naturel.

Par exemple, le volume d'eau rejeté au milieu naturel en 2024 est de 8 857 m³ et celui rejeté au réseau communal est de 51 425 m³. Le rejet dans le milieu naturel n'excède donc pas 50 % des volumes de rejets aqueux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant proposera à l'Inspection un dossier accompagné d'un échéancier exposant les mesures mises en oeuvre :

- pour maintenir le bon fonctionnement de la STEP interne ;
- pour permettre de répondre aux exigences de l'arrêté préfectoral en vigueur concernant les rejets aqueux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Surveillance par l'exploitant - Rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.9
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant - Rejet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance des caractéristiques des émissions des polluants visés au point 5.5, lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées. En complément, l'exploitant met en place une surveillance des rejets spécifique aux produits de décomposition des biocides utilisés ayant un impact sur l'environnement, listés dans la fiche de stratégie de traitement telle que définie au point 3.7.1.2 b du présent arrêté. Une mesure des concentrations des différents paramètres et polluants visés au point 5.5 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. Les points de prélèvements d'échantillon et de mesure pour le contrôle des rejets de l'installation de refroidissement sont choisis sous la responsabilité de l'exploitant, ils sont représentatifs du fonctionnement de l'installation et de la qualité de l'eau de l'installation qui est évacuée lors des purges de déconcentration. Dans le cas d'un site comprenant plusieurs tours ou circuits de refroidissement, ce point de prélèvement peut se situer sur le collecteur de rejets commun de ces installations. Les polluants visés au point 5.5 qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent point. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques, notamment les analyses, permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.
Constats : L'exploitant mentionne dans le fichier des procédures TAR les matières actives présentent dans les produits de traitement Isothiazoline et Brome. Il indique les produits de décomposition associés à ces substances actives et susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement (acide acétique, acide méthanoïque ; dioxyde de carbone, méthylamine hydrochloride, et du brome).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place une mesure des concentrations des différents paramètres et polluants visés au point 5.5 de l'arrêté Ministériel du 14/12/2013 au moins tous les ans par un organisme agréé . Les résultats seront transmis à l'Inspection sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2015, article 1.5.1
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
Prescription contrôlée : Toutes modifications apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation et des dossiers complémentaires, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation. En cas de modification substantielle, le Préfet invitera l'exploitant à déposer une nouvelle demande d'autorisation, d'enregistrement ou de déclaration.
Constats : L'exploitant indique lors de l'inspection avoir 3 projets à court et moyen termes : <ul style="list-style-type: none">- la création d'un stockage de froid positif (pompe) ;- l'agrandissement des locaux de conditionnement ;- et la déconstruction d'un bâtiment de stockage pour créer à la place un bâtiment pour le personnel. Dans le cadre de son projet d'extension de l'outil de production, l'exploitant est informé que le seuil de production pour la rubrique 3642 (IED) est de 300 t/j. Avant toute extension, un porter à connaissance devra être transmis au Préfet en application des articles L.181-14 et R.181-46 du Code de l'environnement. Et s'il y a basculement sous le régime IED, la modification sera substantielle et nécessitera un dossier d'autorisation environnementale.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit porter à la connaissance du Préfet tous les éléments d'appréciation sur ces projets avant leur réalisation.
Type de suites proposées : Sans suite